

1^{er} Mai 2011 : Discours de l'Union locale CGT d'Arles

Dans un contexte de crise économique et sociale qui creuse les inégalités, les salariés du public et du privé, les retraités et les privés d'emploi ont toutes les raisons d'exprimer fortement leurs préoccupations en matière d'emploi, de salaire, de conditions de travail, de protection sociale, toutes les raisons de se manifester aujourd'hui, 1^{er} mai 2011, à Arles comme dans tout le pays.

Après le passage en force du gouvernement sur les retraites, imposant une réforme antidémocratique puisque décidée contre l'avis de la très grande majorité des français, différentes négociations entre les organisations syndicales et le Medef, notamment sur les retraites complémentaires, ont produit de nouveaux reculs pour les salariés. Pour l'Union Locale CGT d'Arles, pour la CGT toute entière, il est inconcevable de signer des accords qui imposent aux salariés le contraire de ce qu'ils exigent dans les mobilisations notamment dans les manifestations de 2009 et 2010. C'est ce que l'on appelle avoir de la suite dans les idées, c'est une question de cohérence de notre démarche et de crédibilité envers toutes celles et ceux qui nous font confiance.

Face à la précarité, à l'insécurité sociale, à la pauvreté, à l'exclusion, les salariés continuent de se battre dans les entreprises pour gagner leur part des richesses créées par leur travail. N'en déplaise à Nicolas SARKOZY, au gouvernement et au patronat, de nombreuses luttes, notamment sur la question des salaires se développent et gagnent. A Arles, c'est le cas à DHL, aux CMP, à SPC et à Logiprest à St Martin de Crau et bien d'autres.

Car il n'est pas un jour sans augmentation des prix : à la pompe, sur l'énergie, sur les produits alimentaires..... Pas un jour sans attaques nouvelles contre les salaires, contre le pouvoir d'achat des salariés, des retraités, des chômeurs, contre l'emploi privé et contre l'emploi public au nom de la sacro sainte « économie de marché » et la trop fameuse Révision Générale des Politiques Publiques. Pas un jour sans que la protection sociale, l'hôpital public, la santé publique ne soit eux aussi profondément remis en cause.

Les 5 millions de fonctionnaires des 3 versants de la Fonction Publique, qui pourraient voir leur salaire gelé en 2011 et congelé en 2012, ont accumulé depuis 2000 une perte de pouvoir d'achat qui atteint aujourd'hui les 10 %.

Face à ce problème majeur de perte massive du pouvoir d'achat, le Président de la République et le Gouvernement, à des fins purement électoralistes et en parfaits petits bricoleurs, nous sortent de leur petite boîte à outils, une prime indexée sur l'accroissement des dividendes versés aux actionnaires des entreprises de plus de 50 salariés. Une fumisterie de plus quand on sait qu'en France 60 % des salariés travaillent dans des entreprises de moins de 50 salariés et que cette prime n'a aucun caractère obligatoire. Elle fera dépendre la rémunération des salariés, non seulement des profits de l'entreprise comme la participation mais aussi des dividendes versés. Pour la CGT, les salaires sont la rémunération du travail, des qualifications qui n'ont pas à être subordonnés aux profits des actionnaires. Et puisque nous parlons de profits, sachez que si l'on utilisait les 83 milliards de profits des grands groupes, ajoutés aux 140 milliards de cadeaux sarkozistes aux entreprises, cela permettrait d'augmenter tous les petits et moyens salaires d'au moins 150 € par mois !! Il s'agit donc bien d'aller vers un nouveau partage et une nouvelle utilisation des richesses. L'argent ne manque pas, il s'agit de faire en sorte qu'il change de poche.

De plus, les gouvernements européens, à la botte de la finance, ont créé un nouveau pacte appelé « pacte de compétitivité », véritable arsenal contre les droits sociaux de tous les salariés, retraités et privés d'emplois européens. Pour assainir les dépenses publiques il faudrait donc accepter de voir tirer vers le bas toutes les garanties collectives. Les peuples d'Europe refusent et vont continuer de refuser de payer l'addition d'une crise économique dont ils ne sont en rien responsables et pour une Europe juste.

L'Union Locale CGT d'Arles renouvelle sa solidarité avec les peuples européens qui se battent, avec le peuple Japonais qui subit à la fois les ravages climatiques et les conséquences de choix stratégiques énergétiques des multinationales, un peuple qui revendique chaque jour son droit à la vie, au travail et au respect fondamental et élémentaire de santé publique, dans le cadre d'une catastrophe nucléaire qui touche la planète entière.

Sa Solidarité encore avec les peuples des pays Arabes et des pays du Maghreb qui se battent, pour un changement de politique profond, démocratique, choisi par eux et avec toutes celles et ceux qui dans le monde, luttent pour plus de liberté, de démocratie et de progrès social, celles et ceux qui luttent contre la guerre.

Sa Solidarité enfin avec celles et ceux qui luttent contre le racisme, la xénophobie et pour le respect de toutes les différences.

En cela, les thèses comme les tentatives d'instrumentalisation du syndicalisme développées par le Front National, surfant sur le sentiment de pauvreté et d'exclusion sociale, focalisant son programme sur de fausses explications de la crise, le FN exonère les vrais responsables (le patronat, le gouvernement) et éloignent celles et ceux qu'il séduit des vraies solutions. Ces thèses puantes SONT ET SERONT toujours contraires à la démarche et aux valeurs fondamentales de la CGT.

L'Union Locale CGT d'Arles, avec ses Syndicats, veulent redire qu'un parti politique qui fonde son programme sur la préférence nationale n'est pas, ne sera jamais un parti comme les autres. C'est pourquoi nous continuerons fortement de nous battre pour la PREFERENCE SOLIDAIRE CONTRE LA PREFERENCE NATIONALE. C'est tout le sens de la campagne que lance la CGT dans tout le pays.

ALORS

- pour donner la priorité à l'emploi privé par une politique industrielle de haut niveau et à l'emploi public au travers de Services Publics de qualité favorisant la réduction des inégalités et mettre fin notamment au non remplacement d'1 fonctionnaire sur 2 partant à la retraite,
- pour l'augmentation des salaires, des pensions, pour un pouvoir d'achat et la garantie pour tous d'une protection sociale solidaire de haut niveau,
- pour de bonnes conditions de travail et la reconnaissance de la pénibilité,
- pour l'égalité des droits et contre toutes les discriminations,

Ensemble, battons-nous, manifestons-nous et comme dirait le poète : « tout a couleur de l'espérance, que l'on se batte dans la rue ou qu'on y danse.